

CONVENTION PARTENARIALE**DANS LE CADRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE OUEST ALSACE 2022-2025
PORTANT SUR LE REMPLACEMENT DE LA MOQUETTE SYNTHETIQUE DU TERRAIN
DE FOOTBALL DE MUTZIG****Entre**

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par son Président, Monsieur Frédéric BIERRY, dûment habilité par délibération n° CP-2025 de la Commission permanente du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 5 décembre 2025,

Ci-après dénommée « la CeA »,

Et

La Ville de Mutzig, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Luc SCHICKELE, dûment habilité par délibération n° 51-25 du Conseil Municipal du 30 septembre 2025,

Ci-après dénommée « la Ville »,

Et

L'Association Still Mutzig, représentée par son Président, Monsieur Denis HILDENBRAND, dûment habilité,

Ci-après dénommée « l'ASM »,

Et en partenariat avec :

- L'Etat ;
- La Région Grand Est ;
- La Ligue Grand Est de Football ;
- Le collège Louis Arbogast.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1111-2, l'article L.1111-4, le 3° du III de l'article L.1111-9, l'article L.1111-10 et L.3211-1,

Vu le Code de l'éducation, notamment son article L.213-2,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention de partenariat

Le nouveau cadre de contractualisation adopté le 20 juin 2022 par la Collectivité européenne d'Alsace prône la coopération des territoires, l'alliance des compétences, la synergie des acteurs, dans lequel s'inscrit le Contrat de Territoire Ouest Alsace 2022-2025 susvisé et en application duquel est conclue la présente convention.

Le projet de rénovation du terrain de football synthétique porté par la Ville, faisant l'objet de la présente convention, répond aux enjeux et objectifs opérationnels du Contrat de Territoire Ouest - Alsace 2022-2025, à savoir :

Enjeu Attractivité : pérenniser et renforcer les centralités structurantes d'un territoire attractif, accueillant, autosuffisant.

- **Objectif opérationnel** : Développer les services prioritairement dans les bourgs centres : garantir l'offre d'équipements structurants des centralités, répondant à un besoin d'une population, d'un territoire élargi (habitat, santé, éducation, **sport au collège**)

Ainsi, cette convention vient définir les modalités du partenariat autour du projet de rénovation du terrain de football synthétique (remplacement de la moquette synthétique) porté par la Ville en qualité de maître d'ouvrage.

Article 2 : Descriptif du projet

Le terrain de football en gazon synthétique de Mutzig a été mis en service en 2006. C'était une des premières générations de fibres synthétiques. Ainsi, après vingt ans d'usage intensif, la moquette synthétique s'est considérablement dégradée.

De plus, la Commission Européenne a adopté un règlement interdisant la mise sur le marché des granulats élastomères destinés à être utilisés sur des surfaces sportives synthétiques à partir du 17 octobre 2031.

C'est pourquoi le Conseil Municipal de Mutzig a décidé de remplacer la moquette synthétique afin que le terrain puisse à nouveau répondre aux attentes de ses nombreux usagers.

En effet, le terrain synthétique est utilisé quotidiennement pour les entraînements des 12 équipes de l'ASM.

Il est également mis à disposition des établissements scolaires de la Ville : écoles et collège Louis Arbogast.

Le collège y organise des séances d'Education Physique et Sportive (demi-fond, base-ball, football...).

Les travaux démarreront en 2026.

Article 3 : Engagements réciproques des partenaires pour la réalisation du projet

3.1 Engagements de la Ville de Mutzig

Dans le cadre de la co-construction du projet avec la CeA, la Ville s'engage à :

- réaliser le projet décrit à l'article 2 dans les conditions qui y sont précisées ;
- associer la CeA dans la phase de conception du projet de rénovation du terrain de football synthétique ;
- afficher le soutien de la CeA de manière bilingue sur le panneau « co-financeurs » positionné à l'entrée du terrain ;
- recycler et valoriser l'ancienne moquette synthétique déposée, auprès d'un opérateur agréé ;
- garantir au collège Louis ARBOGAST, pour les cours d'EPS, un accès prioritaire et gratuit au terrain synthétique pendant quinze (15) ans, à compter de la rentrée scolaire qui suit la livraison de l'équipement.

Les modalités de cet accès sont précisées dans une convention d'utilisation dédiée.

3.2. Engagements de la CeA

Dans le cadre de la co-construction, la CeA s'engage à :

- poursuivre et développer sa collaboration sur des projets en lien avec ses politiques publiques portés par les partenaires ;
- mobiliser son ingénierie en faveur du projet mentionné aux articles 1 et 2, notamment les directions de l'éducation et de la jeunesse, du sport et du bilinguisme, sous la forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- apporter une subvention d'investissement au projet décrit à l'article 2 d'un montant de 174 000 €, au titre du Fonds Attractivité Alsace, dans les conditions précisées dans la convention financière dédiée ;

Cette subvention prévisionnelle est conditionnée à la signature de la convention financière précitée à intervenir entre la CeA et la Ville.

3.3.a Engagements de l'ASM

L'ASM s'engage à :

- intégrer pleinement cet équipement dans le projet sportif du club ;
- utiliser l'équipement pour les entraînements et compétitions de l'ensemble des équipes du club ;
- développer la pratique du football auprès des équipes de jeunes en promouvant les valeurs éducatives du sport ;
- entretenir de manière pérenne l'équipement et veiller au respect des normes sportives et de sécurité ;
- partager l'équipement avec d'autres clubs qui seraient hébergés à la Maison d'Accueil des Sportifs dans le cadre de stages sportifs ;

- partager l'équipement avec le collège Louis Arbogast pour la pratique des activités du programme d'éducation physique et sportive.

Article 4 : Coût du projet et plan de financement prévisionnel

Le coût total de l'opération, établi au stade avant-projet définitif (APD), s'élève à 580 000 € HT.

Le coût éligible du projet, selon le règlement du Fonds Attractivité Alsace, est arrêté à 580 000 € HT.

Le plan de financement du projet en phase APD est le suivant :

Dépenses HT		Recettes	
Frais d'études préalable et de maîtrise d'œuvre	30 000 €	Etat (DETR) <i>Escompté</i>	116 000 €
Travaux préparatoire	18 700 €	Région Grand-Est <i>Escompté</i>	58 000 €
Travaux de dépose	80 750 €	CeA – Fonds Attractivité Alsace	174 000 €
Travaux de drainage et plateforme	96 300 €	LGE Football	58 000 €
Terrain synthétique et équipement sportifs	354 250 €	Ville de Mutzig	174 000 €
TOTAL	580 000 €	TOTAL	580 000 €

La CeA contribue au financement du projet au titre du Fonds Attractivité Alsace par une subvention d'investissement de 30% d'une dépense éligible de 580 000 € HT plafonnée à 174 000 €.

Article 5 : Modalités de paiement et de mise en œuvre des contributions financières

5.1. Les modalités de paiement et obligations afférentes aux contributions financières des partenaires signataires visées à l'article 4 seront définies, en tant que de besoin, dans une convention financière bilatérale à conclure entre le porteur de projet et le partenaire cofinanceur concerné.

5.2. Les modalités d'octroi, de versement et d'utilisation de la subvention d'investissement apportée par la CeA sont détaillées dans la convention financière précitée.

Article 6 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des partenaires.

Elle prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Article 7 : Suivi - évaluation - bilan

Un comité de suivi composé des représentants techniques des partenaires signataires de la présente convention se réunit autant que de besoin, pour suivre la réalisation du projet. Ce comité peut être élargi à toute personne participant à la réalisation du projet.

La Ville assure l'évaluation et le bilan de la réalisation du projet objet de la présente convention.

Article 8 : Information et communication

Sous peine d'interruption et/ou de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, la Ville doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose, en respect notamment des dispositions des articles L.1111-11 et D.1111-8 du Code général des collectivités territoriales.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par la ville et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, la Ville pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, inauguration, visite de chantier, première pierre...), la Ville devra systématiquement, d'une part, faire apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation aux Conseillers d'Alsace de la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu et il sera proposé de communiquer sur celles-ci auprès de la presse. Les partenaires devront collaborer dans cette mise en œuvre avec la CeA. Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement (acompte/solde) et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures...).

Un moment officiel de signature de la convention entre les partenaires pourra être organisé, dont les modalités seront définies entre les trois parties.

Article 9 : Indépendance des clauses

Si l'une des clauses de la présente convention venait à être déclarée nulle ou inapplicable, les autres clauses de ladite convention continueraient à produire tous leurs effets, pour autant que l'économie générale de la convention puisse être sauvegardée.

Les parties devront alors convenir, en tant que de besoin, d'une clause mutuellement satisfaisante, valable et conforme à leur intention initiale, en remplacement de la clause déclarée nulle ou non applicable.

Article 10 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention de partenariat devra faire l'objet d'un avenant signé entre tous les partenaires à condition que cette modification n'en remette pas en cause les principes fondamentaux et qu'elle ne contrevienne pas aux dispositions du Contrat de Territoire Ouest Alsace 2022-2025 susvisé.

Tous les avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 11 : Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée par l'un ou l'autre des partenaires à tout moment moyennant un préavis de six mois, par lettre recommandée adressée à tous les partenaires engagés dans la convention partenariale.

La résiliation de cette convention n'aura aucun effet sur les autres conventions relatives au contrat de Territoire, lesquelles continueront à engager les parties signataires et se poursuivront jusqu'à leur terme respectif.

Article 12 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les partenaires à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable, préalable à toute procédure contentieuse.

En cas de différend survenant lors de l'exécution de la présente convention, les partenaires sont tenus d'organiser dans les meilleurs délais une réunion de conciliation.

Au cours de cette réunion, un arrangement amiable est convenu, ou il peut être décidé de faire appel à une mission de médiation désignée par le Tribunal administratif de Strasbourg, par application des articles L 213-1 à L.213-10 du Code de justice administrative. Toute action contentieuse postérieure devra être introduite devant le Tribunal administratif de Strasbourg.

ARTICLE 13 : Traitement des données personnelles

Dans le cadre de la communication des données personnelles au cours de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à agir conformément à la réglementation entourant la protection des données personnelles et s'engagent à cet égard à respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées et traitées.

Les parties s'engagent notamment à respecter toutes les obligations découlant du « Règlement 2016/679 » et à ce que les personnes autorisées aient accès aux données personnelles dans la limite de l'exécution de leurs prestations et s'engage à respecter la confidentialité liée à la convention.

En matière de sécurité les parties s'engagent à mettre en place et maintenir pendant toute la durée de la convention toutes les mesures techniques et organisationnelles, notamment toutes les mesures de sécurité adaptées à la nature des données personnelles traitées et aux risques présentés par les éventuels traitements effectués de manière à préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles.

Les parties s'engagent à ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles en exécution de la présente convention.

Chaque partie s'abstient en tout hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de la présente convention à ses propres fins ou pour le

compte de tiers, à l'exception de l'exécution de la convention et s'engage à modifier ou supprimer, à la demande de la personne dont les données sont traitées, sous réserve qu'il ne s'agisse pas de données obligatoires, et en toute hypothèse, à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution du contrat toutes les données personnelles collectées à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

Les parties s'engagent à respecter le droit des personnes concernées et tout particulièrement à les informer du traitement dont ils font l'objet ainsi que du transfert de leurs données personnelles.

Les parties s'engagent à informer sans délai l'autre partie de toute requête d'une personne concernée au titre de ses droits sur ses données personnelles et à coopérer pour faciliter la réponse à ces demandes.

Les parties s'engagent à mettre en place, pour tout transfert de données personnelles, vers un pays tiers à mettre en place les garanties requises par la réglementation relative à protection des données personnelles applicables.

En cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée des données personnelles collectées dans le cadre de la convention, les Parties doivent dans les 48 (quarante-huit) heures après en avoir eu connaissance, se notifier mutuellement cette violation dans le cas où celle-ci concerne l'autre partie.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de l'établissement de l'analyse d'impact de cette violation et à mettre en œuvre toutes les mesures correctives qui seraient nécessaires

Les parties s'engagent à coopérer afin de pouvoir notifier la violation des données personnelles à toute autorité de contrôle compétente et, éventuellement aux personnes concernées, en conformité avec la réglementation relative à la protection des données personnelles.

A l'expiration de la présente convention ou en cas de résiliation anticipée pour quelque cause que ce soit, les parties conservent les données échangées dans le cadre de la convention. Cette conservation se poursuit jusqu'à l'achèvement des finalités licites pour lesquelles elles ont été collectées. A l'achèvement de ces finalités, les parties détruisent les données sauf finalités ultérieurs compatibles avec la finalité initiale.

Chaque partie, lorsqu'elle est qualifiée de responsable du traitement, fait son affaire des formalités lui incombant au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Chaque partie s'engage à informer les personnes dont elle recueille les données des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur.

Fait en trois exemplaires originaux, un pour chacune des parties,

à Strasbourg, le

Pour la Collectivité européenne
d'Alsace,

Le Président,

Frédéric BIERRY

Pour la Ville de Mutzig

Le Maire,

Jean-Luc SCHICKELE

Pour l'Association Still Mutzig

Le Président,

Denis HILDEBRAND